

CONSEIL SUPERIEUR DE LA SECURITE SOCIALE

Audience publique du vingt-trois octobre deux mille vingt-cinq

Composition:

Mylène REGENWETTER, président de chambre à la Cour d'appel,	président
Vincent FRANCK, 1 ^{er} conseiller à la Cour d'appel,	assesseur-magistrat
Martine DISIVISCOUR, 1 ^{er} conseiller à la Cour d'appel,	assesseur-magistrat
Pauline COSSA,	assesseur-employeur
Laurent STEINBACH,	assesseur-assuré
Michèle SUSCA,	secrétaire



ENTRE:

L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, représenté par Monsieur le Ministre d'Etat, dont les bureaux sont établis à Luxembourg, 2, place de Clairefontaine, appelant,
comparant par Maître Claudio ORLANDO, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg ;

ET:

X, née le [...], demeurant à [...],
intimée,
assistée de Maître Melissa PENA PIRES, avocat à la Cour, en remplacement de Maître Virginie BROUNS, avocat à la Cour, les deux demeurant à Luxembourg.

Par requête parvenue au secrétariat du Conseil supérieur de la sécurité sociale le 2 mai 2025, l'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG a interjeté appel d'un jugement rendu par le Conseil arbitral de la sécurité sociale le 21 mars 2025, dans la cause pendante entre lui et X, et dont le dispositif est conçu comme suit : *« Par ces motifs, le Conseil arbitral de la sécurité sociale, statuant contradictoirement et en premier ressort, vidant le jugement avant dire droit du 3 janvier 2025, par réformation de la décision du 30 août 2024, dit que c'est à tort que la Commission mixte a refusé le reclassement professionnel sur fondement de l'article L. 326-9 (5) du Code du travail, renvoie le dossier à la Commission mixte afin de lui permettre de poursuivre l'instruction de la saisine par le médecin du travail compétent du 3 juillet 2024 ».*

Les parties furent convoquées pour l'audience publique du 2 octobre 2025, à laquelle le rapporteur désigné fit l'exposé de l'affaire.

Maître Claudio ORLANDO, pour l'appelant, entendu en ses conclusions.

Maître Melissa PENA PIRES, pour l'intimée, entendue en ses conclusions.

Après prise en délibéré de l'affaire le Conseil supérieur de la sécurité sociale rendit à l'audience publique de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé, l'arrêt qui suit :

Le médecin du travail du Service de Santé au Travail de l'Industrie asbl a saisi en date du 3 juillet 2024 la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail (ci-après la COMIX) pour le compte de X, le médecin du travail ayant reconnu X inapte à occuper son dernier poste de travail.

Suivant décision prise lors de sa séance du 30 août 2024, la COMIX a décidé de refuser le reclassement de X au motif que cette dernière ne peut pas se prévaloir d'une ancienneté d'au moins de trois ans et ne possède pas de certificat d'aptitude au dernier poste de travail, établi par le médecin de travail compétent lors de l'embauche à ce poste de travail auprès de l'employeur Société A s. à r. l..

Par jugement du 3 janvier 2025, le Conseil arbitral de la sécurité sociale (ci-après le Conseil arbitral) a, au vu des dispositions des articles L.326-9 (5) et L. 326-2 du code du travail, nommé le docteur Joëlle LINCK expert judiciaire avec la mission d'examiner X, au besoin avec le concours d'un ou plusieurs médecins de son choix, et de se prononcer, dans un rapport détaillé et motivé, si le poste occupé depuis le 1^{er} février 2022 auprès de l'employeur SOCIÉTÉ A s. à r. l. est sensiblement identique à celui occupé auprès de SOCIÉTÉ B s. à r. l. et pour lequel elle dispose d'une fiche d'examen d'embauche établie le 20 septembre 2019 et valable jusqu'au 20 septembre 2024 ou s'il présente des conditions de travail sensiblement différentes avec ce poste au sens de l'article L. 326-2 du code du travail.

L'expert judiciaire a déposé son rapport le 10 janvier 2025. Il a conclu que *« Après analyse détaillée du dossier médical de l'assurée ainsi que des certificats médicaux introduits, on constate que le poste occupé depuis le 1^{er} février 2022 auprès de l'employeur SOCIÉTÉ A s. à r. l. est sensiblement identique à celui occupé auprès de SOCIÉTÉ B s. à r. l. et pour lequel elle dispose d'une fiche d'examen d'embauche établie le 20 septembre 2019 et valable jusqu'au 20 septembre 2024 ».*

Par jugement du 21 mars 2025, le Conseil arbitral a déclaré le recours de X fondé.

Le Conseil arbitral a décidé que la COMIX a, à tort, refusé le reclassement professionnel de la requérante sur le fondement de l'article L. 326-9 (5) du code du travail. Le dossier a été renvoyé devant la COMIX pour poursuivre l'instruction du dossier.

Pour statuer en ce sens, le Conseil arbitral a décidé que *« S'il est exact que cette pièce (fiche de transcription du médecin de travail) n'existait pas au moment de la saisine il n'en reste pas moins que la COMI aurait pu, selon l'article L. 552-1 (2) alinéa 3 « peut s'adjoindre des experts », solliciter l'avis d'un expert sur la question qui a été tranchée par la mesure d'instruction ordonnée par le CASS et ce d'autant plus qu'elle a été rendue attentive par le médecin du travail par courrier du même jour sur la problématique par une question précise à l'alinéa dernier de ce courrier. la COMI est dès lors malvenue de soulever ce moyen qui est par ailleurs non fondé puisque de l'avis du docteur Joëlle LINCK, médecin du travail reconnue, les conditions de travail ne sont pas sensiblement différentes entre les deux emplois occupés au sens de l'article L. 326-2 alinéa 2 du CT. Il y a lieu d'entériner les conclusions du rapport médical et de dire que la requérante est susceptible de bénéficier d'un reclassement professionnel ».*

Par requête parvenue le 2 mai 2025 au secrétariat du Conseil supérieur de la sécurité sociale, l'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG (ci-après l'ETAT) a régulièrement relevé appel contre le jugement rendu le 21 mars 2025 pour en demander la réformation.

Après avoir rappelé les rétroactes, l'ETAT souligne que X a été engagée par la société Société A s. à r. l. le 19 janvier 2022. Au moment de la saisine de la COMIX, elle n'a pas une ancienneté de trois ans auprès de cet employeur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 551-1 paragraphe (1) alinéa 2 du code du travail, X aurait dès lors, pour être éligible au reclassement professionnel, dû être en possession d'un certificat d'aptitude établi par le médecin du travail compétent lors de l'embauche à ce dernier poste de travail. Il serait constant qu'un tel certificat ferait défaut.

L'appelant estime que l'absence d'un tel certificat d'aptitude ne saurait dès lors être complétée par une expertise postérieure à la saisine de la COMIX.

En second lieu, l'ETAT soutient que conformément aux dispositions de l'article L. 362-2 alinéa 2 du code du travail, X aurait pu pallier l'absence de certificat d'aptitude dressé au moment de l'embauche auprès de la société Société A s. à r. l., en faisant retranscrire son ancien certificat d'aptitude dressé lors de son embauche à un poste identique auprès de la société SOCIÉTÉ B s. à r. l., employeur prédécesseur.

Contrairement à ce qui a été retenu par la juridiction du premier degré, au vu des dispositions légales, il ne serait pas possible de procéder postérieurement à l'embauche à la transcription de l'ancien certificat d'aptitude, eu égard aux dispositions de l'article L. 326-2 du code du travail. Il ne serait pas davantage possible de considérer à posteriori l'existence d'une telle transcription du fait de la simple similitude des postes de travail auprès de l'ancien et le nouvel employeur.

Au vu de l'omission de transcrire l'ancien certificat d'aptitude, respectivement d'un nouveau certificat d'aptitude au moment de l'embauche par le nouvel employeur, une condition d'admissibilité pour bénéficier d'un reclassement ne serait pas accomplie, indépendamment si cette omission est due à un manquement de la part de l'employeur de X.

L'ETAT conteste aussi l'argumentaire de l'intimée suivant lequel en cas de changement de l'employeur, l'ancien certificat d'aptitude resterait valable sans transcription.

En dernier lieu, l'appelant souligne que les dispositions de l'article L. 552-1 (2) alinéa 3 du code du travail prévoieraient seulement la possibilité et non une obligation dans le chef de la COMIX de s'adjoindre des experts. Ce serait à tort que les juges de première instance auraient retenu que la COMIX aurait pu solliciter l'avis d'un expert.

Dans ce contexte, l'ETAT rappelle que le docteur DETAILLE qui a déclaré l'intimée inapte, a saisi la COMIX et que ledit médecin a souligné que l'intimée ne remplit pas les conditions d'éligibilité au reclassement selon la loi. Dans ces circonstances, la COMIX ne saurait se voir reprocher de ne pas avoir remis en cause la conclusion du médecin et d'avoir décidé de ne pas faire appel à un expert.

La partie intimée conclut à la confirmation du jugement entrepris pour les motifs y énoncés.

Contrairement aux plaidoiries, au moment de l'embauche par la société Société A s. à r. l., elle aurait disposé d'un certificat d'aptitude.

Dans ce contexte, l'intimée précise que le certificat d'aptitude dressé lors de son embauche auprès de son précédent employeur pour un poste de travail similaire aurait été valable jusqu'au 20 septembre 2024.

Il n'aurait pas été nécessaire de procéder à une transcription de son certificat d'embauche.

Il ne serait pas davantage nécessaire d'avoir un nouveau certificat d'embauche, étant donné qu'elle aurait continué à exercer la même activité.

Appréciation du Conseil supérieur de la sécurité sociale :

Les parties sont en désaccord si la décision de la COMIX de refuser le reclassement de X est justifiée.

Aux termes de l'article L. 326-1 du code du travail « *Toute personne briguant un poste de travail est soumise en vue de l'embauchage à un examen médical fait par le médecin du travail. L'examen médical d'embauchage a pour objet de déterminer si le candidat est apte ou inapte à l'occupation envisagée* ».

L'article L. 326-2 du même code poursuit « ... *Si un salarié change d'employeur, le médecin du travail compétent en vertu du nouveau poste peut, sur le vu de la dernière fiche d'examen médical établie en rapport avec le poste précédent conformément à l'article L. 326-8, conclure à l'aptitude du salarié pour le nouveau poste, si celui-ci ne présente pas de conditions de travail sensiblement différentes avec le poste précédent. Si le poste nouveau relève d'un autre service de santé au travail que l'ancien, ce dernier est tenu de remettre la dernière fiche d'examen médical au service de santé au travail désormais compétent, à la demande de celui-ci* ».

L'article L. 551-1 (1) du code du travail, tel qu'issu de la loi du 23 juillet 2015, dispose que : « *Le salarié qui n'est pas à considérer comme invalide au sens de l'article 187 du Code de la*

sécurité sociale, mais qui par suite de maladie ou d'infirmité présente une incapacité pour exécuter les tâches correspondant à son dernier poste de travail, peut bénéficier, dans les conditions prévues au présent Titre, d'un reclassement professionnel interne ou d'un reclassement professionnel externe, ainsi que du statut de personne en reclassement professionnel.

Les salariés qui occupent leur dernier poste de travail depuis moins de trois ans ne sont éligibles pour le reclassement professionnel que sous condition qu'ils soient en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent lors de l'embauche à ce dernier poste de travail. Le médecin du travail compétent en informe la Commission mixte lors de la saisine ».

Suivant l'exposé des travaux parlementaires, « *L'employeur ayant l'obligation de soumettre le salarié à un examen médical d'embauche en vertu de l'article L. 326-1 du Code du travail, le certificat d'aptitude au poste de travail devient une condition d'ouverture pour les salariés engagés de moins de trois ans. Ce certificat d'aptitude doit dès lors avoir une valeur probante significative, d'où l'importance que doit être accordée audit examen d'embauche. Ce certificat ne doit pas constituer une simple formalité* (cf. Exposé des motifs Trav. Parlem. N° 6555, page 27) ».

Dans son avis, le Conseil d'état souligne également « *l'importance désormais accordée au certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail lors de l'embauche au (dernier) poste de travail. Le salarié n'est exigible pour un éventuel reclassement que s'il est en possession du certificat d'aptitude en question, qui est par ailleurs transmis à la Commission mixte* (cf. Trav. Parlem. N° 655-3, page 3, point 7) ».

Il est constant en cause que X a travaillé auprès de la société Société B s. à r. l. du 1^{er} septembre 2019 au 14 novembre 2021 en qualité de « *employé administratif* ». Suivant certificat de travail dressé le 24 novembre 2021 par la société Société B s. à r. l., la dernière fonction occupée par X au sein de sa société était celle de « *comptable* ».

Suite à la mesure d'instruction ordonnée par le Conseil arbitral, il est établi que le poste de travail exercé par X auprès de la société Société A s. à r. l. est similaire à celui exercé auprès de son employeur précédent.

En date du 20 septembre 2019, X a été déclarée apte au poste « *employé administratif* » auprès de la société Société B s. à r. l., employeur précédent. Ledit avis médical a une validité jusqu'au 20 septembre 2024.

Suivant contrat de travail à durée déterminée, X a été embauchée pour une année par la société Société A s. à r. l. avec effet au 1^{er} février 2022. A partir du 1^{er} février 2023, X a été liée par un contrat de travail à durée indéterminée à ladite société.

Il est constant en cause qu'au moment de la saisine de la COMIX en date du 3 juillet 2024, X n'a pas eu une ancienneté de trois ans auprès de son employeur, la société Société A s. à r. l..

Il est également incontesté que ce nouvel employeur a omis de soumettre X à un examen médical d'aptitude au moment de l'embauche, tel que prévu par l'article L. 326-1 du code du travail.

Bien que le certificat d'aptitude dressé par le médecin de travail pour le poste de travail auprès de la société Société B s. à r. l., ancien employeur de l'intimée, ait eu une validité jusqu'au le

20 septembre 2024, c'est-à-dire également au moment de l'engagement de l'intimée comme comptable auprès de la société Société A s. à r. l., cette dernière a omis de faire retranscrire l'aptitude de sa salariée constatée auprès d'un ancien employeur conformément aux dispositions de l'article L. 326-2 précité.

Contrairement à la position de l'intimée, conformément aux dispositions claires des articles L. 326-1, L. 326-2 et L. 551-1 (1) du code du travail, au moment de l'embauche par un nouvel employeur, la salariée doit soit disposer d'un certificat d'aptitude dressé à ce moment par le médecin du travail, soit son ancien certificat d'aptitude pour un poste similaire doit être retranscrit si le médecin du travail compétent en vertu du nouveau poste conclut à l'aptitude du salarié pour le nouveau poste.

Le seul fait que X ait été déclarée apte à la fonction de comptable auprès d'un ancien employeur ne supplée pas à l'exigence spécifique d'un certificat d'aptitude au moment de l'embauche de l'article L. 551-1 du code du travail, respectivement de la transcription prévue à l'article L. 326-2 du même code.

C'est également à bon droit que l'appelant souligne que le certificat d'aptitude doit exister lors de l'embauche et qu'il n'est pas possible de procéder postérieurement à l'embauche à la transcription de l'ancien certificat d'aptitude sans avoir respecté les conditions édictées par l'article L. 326-2 du code du travail. Il n'est pas davantage possible de considérer à posteriori l'existence d'une telle transcription du fait de la similitude des postes de travail auprès de l'ancien et le nouvel employeur.

Les termes des articles L. 326 et L. 551-1 (1) du code du travail sont clairs, en ce que le salarié qui n'occupe pas son dernier poste de travail depuis plus de trois ans n'est éligible pour le reclassement professionnel que sous condition qu'il soit en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail établi par le médecin du travail compétent lors de l'embauchage à ce dernier poste, respectivement d'un ancien certificat d'aptitude retranscrit, le législateur ayant eu l'intention d'éviter des abus par les salariés ou employeurs engageant des travailleurs inaptes pour qu'ils puissent profiter de la mesure de reclassement professionnel.

L'appel est dès lors fondé et le jugement rendu par le Conseil arbitral est à réformer. Partant, c'est à bon droit que la COMIX lors de sa séance du 30 août 2024 a décidé de refuser le reclassement de X.

En application de l'article 455, alinéa 3, du code de la sécurité sociale tous les frais tant du Conseil arbitral que du Conseil supérieur de la sécurité sociale sont à charge de l'Etat de sorte que les demandes respectives des parties à obtenir la condamnation de l'autre partie à ce sujet ne sont pas fondées.

Par ces motifs,

le Conseil supérieur de la sécurité sociale,

statuant contradictoirement, sur le rapport oral du magistrat désigné,

déclare l'appel recevable,

le dit fondé,

par réformation du jugement entrepris,

dit que c'est à bon droit que la Commission mixte de reclassement a lors de sa séance du 30 août 2024 décidé de refuser le reclassement professionnel de X.

La lecture du présent arrêt a été faite à l'audience publique du 23 octobre 2025 par le Président Mylène REGENWETTER, en présence de Michèle SUSCA, secrétaire.

Le Président,

Le Secrétaire,